



Assemblée générale

Distr. générale
5 mars 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Points 146 et 155 de l'ordre du jour

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Financement de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

Rapport final sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée

Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le rapport final sur l'exécution du budget de la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) (A/66/560). Il s'est entretenu à cette occasion avec des représentants du Secrétaire général, qui lui ont donné des renseignements complémentaires.
2. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINUEE dans ses résolutions 1312 (2000) et 1320 (2000) et l'a modifié dans sa résolution 1430 (2002). Il l'a ensuite prorogé dans d'autres résolutions, avant d'y mettre fin, à compter du 31 juillet 2008, par sa résolution 1827 (2008).
3. Les activités de liquidation de la MINUEE, y compris la liquidation de ses actifs, ont été exécutées entre le 1^{er} août 2008 et le 10 mars 2009. Les renseignements relatifs à la liquidation définitive des actifs de la MINUEE figurent dans le rapport du Secrétaire général en date du 30 décembre 2010 (A/65/678), et les vues et observations du Comité sur l'exercice figurent dans son rapport (A/65/748).

* Nouveau tirage pour raisons techniques (17 avril 2012).



II. Exécution du budget

4. Dans les paragraphes 4 à 6 de son rapport, le Secrétaire général donne un aperçu général du financement de la MINUEE pour la période allant de sa création, le 31 juillet 2000, au 30 juin 2011. Le montant total des recettes pour cette période s'est élevé à environ 1,56 milliard de dollars, tandis que les dépenses ont été de 1,4 milliard de dollars. Déduction faite d'un montant de 62,1 millions de dollars correspondant à l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs, le solde inutilisé des crédits ouverts s'est élevé à quelque 211 millions de dollars.

5. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le solde inutilisé représentait en fait le montant des crédits inutilisés depuis la création de la Mission. On a également indiqué que, si tout avait été mis en œuvre pour utiliser pleinement les crédits, le taux d'exécution du budget avait été déterminé, en dernière analyse, par la situation régnant sur le terrain et par des facteurs sur lesquelles la Mission n'avait pas prise. **Le Comité consultatif reconnaît que la MINUEE a dû faire face à des circonstances particulières qui expliquent l'existence de ces crédits inutilisés. Cela étant, le Comité estime qu'il y a lieu de tirer d'importants enseignements de la liquidation de la MINUEE, enseignements qu'il faudra consigner et prendre en compte pour d'autres missions en cours de liquidation.**

6. Au paragraphe 4 de son rapport, le Secrétaire général indique que le montant total des recettes est ainsi réparti : 1,53 milliard de dollars au titre des quotes-parts des États Membres; 19 millions de dollars au titre des intérêts créditeurs, et 5,7 millions de dollars au titre des recettes diverses ou accessoires. Il ajoute que l'Assemblée générale a ouvert des crédits équivalant au montant total des quotes-parts pour financer le fonctionnement de la MINUEE.

7. Au paragraphe 5 de son rapport, le Secrétaire général indique que le solde inutilisé des crédits ouverts pour la MINUEE s'est élevé à quelque 211 millions de dollars, dont environ 200 millions de dollars ont été restitués aux États Membres, de sorte qu'au 30 juin 2011, le solde du fonds s'élevait à 11 millions de dollars.

8. Compte tenu des quotes-parts non acquittées (environ 2 millions de dollars) et d'autres sommes à recevoir, le solde disponible pour les États Membres s'élevait, au 31 décembre 2011, à 8,99 millions de dollars. **Le Comité consultatif rappelle que l'Assemblée générale a demandé à maintes reprises à tous les États Membres de verser leurs contributions statutaires intégralement, ponctuellement et sans conditions (voir résolution 65/293 de l'Assemblée)¹.**

Sommes dues aux gouvernements

9. Le Comité consultatif note que l'article 5.5 du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU stipule, au sujet des sommes dues aux gouvernements des pays qui fournissent des contingents militaires ou de police ou d'autres biens ou services à des opérations de maintien de la paix, que ces engagements restent valables pendant cinq années après la fin de l'exercice auquel elles se rapportent. Sachant que le mandat de la MINUEE a pris fin le 31 juillet 2008, le Comité note que la parution de son rapport final sur l'exécution du budget et la restitution aux États Membres des soldes inutilisés interviennent avant

¹ Voir également résolutions 64/243, 62/236, 56/253 et 54/249.

l'expiration du délai de cinq ans. **À cet égard, le Comité s'inquiète de savoir comment seront acquittées les éventuelles demandes de remboursement valables provenant de pays ayant fourni des contingents ou des effectifs de police (voir par. 11 ci-dessous).**

10. Ayant demandé des précisions, le Comité consultatif a été informé que le solde disponible pour les États Membres était déterminé sur une base nette, c'est-à-dire en réservant suffisamment de liquidités pour pouvoir faire face à des demandes d'indemnisation futures. Le Comité a été en outre informé qu'il n'y avait pas de demandes de remboursement en instance émanant d'États Membres au titre des contingents, de l'appui logistique et d'autres biens fournis ou services rendus à la MINUEE. S'agissant des demandes d'indemnisation à la suite d'un décès ou pour cause d'invalidité, le Comité a été informé qu'une demande d'indemnisation pour cause de décès, d'un montant de 50 000 dollars, avait été présentée en février 2011 et était en cours d'examen par le Bureau des affaires juridiques, pour avis, avant d'être traitée. En outre, le Comité a été informé qu'une demande d'indemnisation, d'un montant de 1 000 dollars, était pendante en attendant la fourniture des documents pertinents par le Gouvernement concerné.

11. Le Comité consultatif compte que, lors du calcul du solde disponible pour reversement aux États Membres, des montants suffisants ont été prévus pour couvrir la totalité des obligations pouvant découler des demandes d'États Membres.

Responsabilités potentielles concernant les avoirs abandonnés sur place en Érythrée

12. S'agissant des responsabilités potentielles concernant les avoirs abandonnés sur place en Érythrée, le Comité consultatif rappelle les observations qu'il avait formulées au paragraphe 9 de son rapport publié sous la cote A/65/748. Le Comité a été informé que l'Organisation serait exonérée et dégagée de toute responsabilité dans tout litige futur concernant ces avoirs. **Vu les circonstances imprévisibles liées à la liquidation du mandat de la MINUEE, le Comité consultatif partage les avis exprimés par le Comité des commissaires aux comptes au sujet de l'expérience de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad et de la Mission des Nations Unies au Soudan (A/66/5 (Vol. II), par. 181), à savoir que toutes les missions en activité devraient mettre au point des plans de liquidation.**

III. Conclusion

13. La mesure que l'Assemblée générale est invitée à prendre quant au rapport final sur l'exécution du budget de la MINUEE est énoncée au paragraphe 7 du rapport du Secrétaire général (A/66/560). **Le Comité consultatif recommande d'accepter la proposition du Secrétaire général tendant à ce que le solde de trésorerie de 8 986 000 dollars disponible au 31 décembre 2011 soit porté au crédit des États Membres.**